

Caminando En marche!



La lutte radicale des femmes paysannes pour la vie « Semer la résistance, contre la faim et la violence »

Kelli Mafort, Rosa Lima Peralta, Wanda Minnig, Stéphanie Doucet, Caio Santiago, Arthur Griot, Audrey-Ann Allen and Amanda Anderson

Volume 35, Number 2, 2021

Femmes, pandémie et luttes pour le territoire

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/97506ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)

ISSN

1490-0661 (print)

2563-6464 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Mafort, K., Lima Peralta, R., Minnig, W., Doucet, S., Santiago, C., Griot, A., Allen, A.-A. & Anderson, A. (2021). La lutte radicale des femmes paysannes pour la vie : « Semer la résistance, contre la faim et la violence ». *Caminando / En marche!*, 35(2), 46–49.

Tous droits réservés © Comité pour les droits humains en Amérique latine, 2021

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

La lutte radicale des femmes paysannes pour la vie :

« Semer la résistance, contre la faim et la violence »¹

Entrevue avec Kelli Mafor, par Rosa Lima Peralta et Wanda Minnig, Stéphanie Doucet, Caio Santiago, Arthur Griot, Audrey-Ann Allen et Amanda Anderson de l'équipe des actions urgentes du CDHAL

Traduction par Caio Santiago

Kelli, pouvez-vous vous présenter et nous raconter comment vous avez rejoint le Mouvement sans terre (MST) ?

Je suis Kelli Mafor et je fais partie de la coordination nationale du Mouvement des travailleurs-euses rurales sans terre (MST). Je suis pédagogue, titulaire d'une maîtrise et d'un doctorat en sciences sociales de l'Université de l'État de São Paulo (UNESP). Je travaille également au niveau de la formation politique du mouvement.

J'ai connu le MST quand j'étais étudiante. Nous sommes allés visiter un *acampamento* et ensuite un *assentamento* de familles sans terre, et j'ai été enchantée par le mouvement. J'ai rejoint le mouvement en 1997. Aujourd'hui je vis avec ma famille sur une terre acquise après 15 ans de lutte, dans la ville de Ribeirão Preto, État de São Paulo où 450 familles y habitent.

Quels sont les impacts de la pandémie du coronavirus pour les familles qui font partie du MST ? Et pour les femmes paysannes ?

Pour nous du MST, l'émergence de la COVID-19 s'enracine dans la relation déséquilibrée entre les êtres humains et la nature. Le modèle actuel de

développement, qui priorise l'agro-industrie et l'exploitation minière, est responsable de ce qui se passe. Comme forces de destruction de l'environnement, ces activités provoquent la libération de plusieurs virus dont les hôtes naturels sont les forêts et les animaux sauvages. L'élevage à grande échelle et très standardisé, pour satisfaire le marché de consommation de viande, a également créé des environnements fertiles pour la prolifération de ces virus. Ainsi, nous sommes conscient-e-s de l'interconnexion entre les thématiques agraires et environnementales. La pandémie est venue ainsi ouvrir nos yeux à la réalité de ce modèle économique dominant qui est à l'origine de l'effondrement climatique, et qui nuit à notre « maison commune », comme l'a dit le pape François.

Quant aux impacts de la pandémie dans les *acampamentos* et établissements permanents des familles sans terre, je peux dire qu'en milieu rural en général, la situation est moins grave que dans les centres urbains. Les conditions de vie en milieu rural sont plus favorables parce que les maisons sont plus éloignées les unes des autres, et elles sont également plus aérées. L'alimentation constitue un autre facteur important de protection. Les familles qui font partie du MST consomment des aliments plus sains, sans pesticides et non transgéniques, ce qui augmente notre immunité.

En revanche, dans les zones rurales, les femmes victimes de violences sont actuellement dans une situation de plus grande vulnérabilité. On sait que durant la pandémie les violences contre les femmes et les féminicides

ont augmenté, surtout en raison du confinement et de la diminution des cercles de convivialité. Les femmes ont perdu plusieurs espaces stratégiques, notamment les espaces informels qui sont les plus efficaces pour la dénonciation. Dans le cas des femmes vivant en zone rurale, la situation est plus difficile parce qu'elles vivent loin les unes des autres, ce qui complique leur

L'*acampamento* représente le terrain occupé et approprié par les familles dans la lutte pour la réforme agraire. L'occupation de terres illégales ou improductives est un type de mobilisation et de stratégie utilisée par le MST. De nombreuses familles campent sur ces terres occupées où elles s'organisent collectivement et y vivent souvent pendant plusieurs années.

L'*assentamento* est un processus d'établissement permanent qui se déroule lorsque les terres d'un *acampamento* sont expropriées par le gouvernement. Dans ce cas, les personnes et familles qui vivent et produisent sur ces terres en obtiennent le droit. Ce processus peut prendre des années, mais il représente le premier pas vers la matérialisation de la réforme agraire. Tout comme les familles des *acampamentos*, les familles des *assentamentos* s'organisent de manière participative et démocratique afin de prendre des décisions au sein du MST.

communication. De plus, en milieu rural, le soutien provenant de politiques publiques visant à lutter contre les violences faites aux femmes n'est pas toujours disponible. L'accès au téléphone, aux canaux de signalement, aux commissariats spécialisés dans la prise en charge des femmes n'existe pas dans la plupart des petites villes éloignées des grands centres urbains, où se trouvent la plupart des petites propriétés rurales. Pour faire face à cette réalité, nous avons créé la campagne « Femmes sans terre contre les virus et les violences », qui peut être consultée sur nos pages Web et réseaux sociaux.

Je voudrais souligner l'expérience de l'État de São Paulo, avec la création d'un réseau composé de plusieurs professionnel·le·s comme des médecins, infirmières, psychologues, psychiatres, avocat·e·s populaires qui, ensemble avec les femmes militantes du mouvement, se sont placés en première ligne de la lutte contre les violences faites aux femmes, mais aussi des violences contre les personnes LGBTQIA+, les enfants et les personnes âgées. Ce réseau regroupe des centres

locaux, des campements et établissements permanents de diverses parties de l'État de São Paulo, et il agit par le biais de plaintes, mais effectue également un travail d'information, à travers des balados et du matériel audiovisuel, qui peuvent être trouvés sur Spotify et YouTube. C'est un travail qui a généré des résultats très importants.

Malgré la pandémie, avez-vous réussi à réaliser des actions à l'occasion de la Journée internationale des femmes ?

La lutte des femmes paysannes a un caractère radical parce que nous vivons dans un amalgame de dominations : de classe, de genre et de sexualité, en plus de l'oppression raciale et ethnique. Alors, quand les femmes paysannes rejoignent la lutte c'est pour décider, pour exposer tous les facteurs qui affectent nos corps, notre vie. Pendant la pandémie, nous avons réalisé des actions plutôt symboliques. Nous avons commencé nos actions le 8 mars, lors de la Journée internationale des femmes, et avons fini le 14 mars, jour de la commémoration des assassinats de Marielle Franco et Anderson Gomes.

Nous avons fait des actions de solidarité, comme le don des aliments et de sang aux hôpitaux. De plus, nous avons organisé des blocages routiers pour exiger un programme de vaccination universelle, ainsi que le droit à une aide d'urgence pour les familles en milieu rural.

Le 8 mars a également été marqué par un événement très important, à São Paulo, devant l'entreprise Camil, qui contrôle le marché du riz. Cette entreprise a imposé des prix abusifs sur ce produit de base en pleine pandémie, malgré le fait que des pans de la population meurent de faim. Camil est une entreprise transnationale présente non seulement au Brésil, mais aussi au Pérou, au Chili, en Uruguay et en Argentine.

Sur les réseaux sociaux, on peut suivre les différentes actions que le MST a menées pour pallier cette crise alimentaire. Pouvez-vous nous en dire un peu plus ?

La solidarité est un principe fondamental pour le Mouvement des sans terre. Depuis l'arrivée de la pandémie



Crédit : Filipe Peres, 2020

au Brésil, nous avons organisé des brigades de jeunes qui se sont rendues dans les villes, dans les périphéries urbaines, pour mener des actions de solidarité. Ces actions sont très variées. Nous livrons des paniers de denrées de base et des repas prêts, avec une attention particulière aux personnes sans domicile fixe. Rien que l'année dernière, en 2020, plus de 4 000 tonnes d'aliments qui proviennent de la réforme agraire ont été distribuées.

Nous organisons également des banques alimentaires, des cuisines communautaires, des jardins collectifs et des jardins urbains afin que les habitant-e-s de la ville puissent apprendre à produire leurs propres aliments.

Il est important de souligner que le gouvernement Bolsonaro a donné son veto à l'aide d'urgence aux familles paysannes. En dépit de ceci, les familles sans terre s'organisent, car nous savons que la faim n'attend pas et nous devons maintenir ce réseau de solidarité avec les personnes qui vivent dans les villes et qui ne peuvent pas acheter leur propre nourriture.

Une autre méthodologie de travail de base importante que nous avons développée est la formation d'agent-e-s de santé populaire. Ce sont des gens de la communauté elle-même, de la périphérie urbaine, qui sont formé-e-s par des partenaires universitaires pour servir la population. Nous avons observé que l'autonomisation de ces personnes est le

meilleur moyen d'identifier les familles qui ont le plus besoin de nourriture ou de conseils sur la façon d'éviter la transmission de la COVID-19.

Et quel est le rôle des femmes dans ces actions ?

Toutes ces actions solidaires ont une très grande marque féminine. Les femmes ont été les premières à activer les bases, les coopératives du mouvement, impliquant également leurs partenaires, pour répondre à ces besoins, notamment en milieu urbain où se trouve plus de 85 % de la population du pays.

En fait, nous formons des agent-e-s populaires non seulement en santé, mais aussi en droits et en éducation, car

Le secteur de genre du MST

Depuis les premières occupations du MST, à la fin des années 1970, les femmes avaient déjà un rôle représentatif. Elles ont été les principales protagonistes de la formation des communautés, prenant la tête des secteurs prioritaires tels que l'éducation, la santé, la formation, la sécurité et l'alimentation. Les femmes étaient donc très importantes pour la permanence et la reproduction sociale de la communauté. Mais la vérité est qu'à ces premiers moments, la direction du mouvement était encore très masculinisée, avec une participation des femmes plus restreinte à la sphère locale. Cela a commencé à changer principalement en raison de l'influence des processus révolutionnaires qui se déroulaient à travers l'Amérique latine, notamment à Cuba, où l'organisation et l'agentivité des femmes étaient à l'avant-garde de la construction des processus de décision politique.

Le secteur de genre du MST a été créé en 2000, après des années de débats et de revendications pour une plus grande participation et représentation des femmes. Au début, le secteur de genre comptait

sur la participation des hommes et des femmes en mettant davantage l'accent sur le thème de la violence à l'égard des femmes. Il y avait beaucoup de résistance au sein des organisations paysannes elles-mêmes et, par conséquent, nous ne nous assumions pas en tant que femmes féministes. Les processus de formation, de rencontres nationales et internationales nous ont permis de nous approprier des thèmes différents, en étudiant davantage le féminisme et en discutant comment le patriarcat constituait un élément structurel de la société de classes.

En 2006, il a finalement été déterminé que 50 % des postes de direction devaient être occupés par des femmes.

Je trouve intéressant de souligner précisément que la lutte des femmes paysannes est assez axée contre le grand capital transnational. Chaque année, nous choisissons des thèmes spécifiques pour nos mobilisations, comme les actions directes contre les pesticides, l'exploitation minière, les transgéniques et les monocultures, c'est-à-dire des activités visant à

approvisionner le marché étranger, mais qui n'améliorent pas la vie du peuple brésilien.

J'aimerais mentionner une action menée par des femmes il y a 15 ans ayant eu des répercussions sur les plans national et international et a rendu explicite le caractère radical des luttes des femmes.

Le 8 mars 2006, lors d'une conférence internationale pour la réforme agraire à Porto Alegre, dans l'État de Rio Grande do Sul, plus de 2 000 femmes militantes de la Via Campesina ont quitté l'événement pour envahir l'entreprise Aracruz et en détruire les pépinières. L'idée était de protester contre cette entreprise responsable de la désertification et de l'expropriation des terres autochtones et quilombolas dans différentes parties du Brésil. Il y a eu des arrestations, mais cet acte radical, comme les autres que nous avons accomplis chaque année par la suite, nous a permis de gagner de plus en plus de respect au sein de cet important mouvement social.

nous reconnaissons le fardeau supplémentaire des femmes qui, en plus de souffrir de tout ce qui se passe dans notre pays, ont dû prendre en charge le suivi scolaire de leurs enfants, car il y a eu un abandon total de l'État vis-à-vis des familles les plus pauvres.

Ces actions étaient également importantes, car elles permettaient de renforcer les liens entre les femmes paysannes et les femmes urbaines et celles des périphéries rurales. Nous nous sommes rendu compte que cette solidarité devait aller au-delà du don de repas. Nous avons ensuite mobilisé un bataillon de femmes couturières des campements et des établissements permanents de familles sans terre pour fabriquer des masques. Nous avons commencé à partager nos connaissances en artisanat, et aussi dans la fabrication de savon maison, pour aider à contenir la dissémination de la COVID-19.

Comment le retour du Brésil sur la carte de la faim de l'ONU affecte la lutte du MST et la vie des femmes paysannes ?

Depuis le début de la pandémie, ce sont les femmes qui ont anticipé que la faim allait devenir un gros problème. Plus tard, une étude du réseau PENSSAN² a révélé qu'il y a plus de 116 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire au Brésil, et que 19 millions de personnes y souffrent de la faim.

En revanche, la faim est plus accentuée dans les zones rurales brésiliennes, même si la plupart des aliments sont produits par l'agriculture familiale. En effet, le modèle agricole hégémonique est basé sur l'agro-industrie avec une forte présence de l'exploitation minière.

L'agrobusiness se targue de générer des super récoltes, mais ne contribue pas à la lutte contre la faim, car il s'approprie constamment des terres des familles agricultrices, des peuples traditionnels,

c'est-à-dire ceux qui produisent de la nourriture et pas seulement des produits voués à l'exportation. L'agrobusiness finit par contrôler la transformation, la logistique, le transport et l'ensemble du marché de certains produits qui constituent la base de l'alimentation des familles brésiliennes. Le riz est un bon exemple. Il est produit par l'agriculture familiale, mais c'est l'entreprise Camil qui le transforme, en fait l'emballage, et, avec la dévaluation de la monnaie brésilienne, préfère exporter ce riz au lieu de nourrir le peuple brésilien.

Ce contrôle du marché, cette spéculation, qui traite la nourriture comme une simple marchandise, fait monter les prix des aliments. Donc, la situation est très difficile parce que tout est très cher : les gens peinent à payer les factures de base et ont toujours du mal à manger.

Ce scénario affecte directement les personnes en général, mais surtout la vie des femmes. Parce que nous savons que les femmes, en raison de la culture patriarcale, sont celles qui assument la responsabilité de subvenir aux besoins des familles et, pourtant, dans un pays où 45 % des familles sont dirigées par des femmes, le problème de la faim et de l'insécurité alimentaire a un visage féminin que nous devons rendre visible.

C'est pourquoi il est essentiel de continuer à renforcer cet esprit de radicalisme dans les luttes des femmes paysannes.

Comment pouvons-nous vous soutenir de l'extérieur du Brésil ?

Le MST est menacé, car il est considéré comme criminel par le gouvernement. Le plus important est de toujours suivre et dénoncer ce qui se passe au Brésil, en particulier les attaques contre les personnes et les communautés qui défendent les droits humains, la terre, les territoires et la nature. Cela est particulièrement

important maintenant, dans le contexte politique du gouvernement Bolsonaro, qui a une base très solide dans les forces armées et qui menace à chaque instant de rompre avec notre démocratie déjà fragilisée.

Il est également très important de contribuer aux campagnes internationales de collecte de fonds. Ces campagnes ne visent pas à soutenir les familles MST, car nous produisons notre nourriture, mais nous devons augmenter notre capacité afin de pouvoir partager avec les personnes des périphéries urbaines et rurales qui traversent une situation très difficile.

Enfin, l'attention internationale sur le mouvement des entreprises transnationales et des investissements opérant au Brésil et dans d'autres pays est essentielle. Souvent, les travailleurs, les enseignants, ne savent pas que leurs fonds de pension financent des activités qui nuisent aux personnes et à l'environnement ailleurs. Et lorsque la voix d'une personne du Canada, par exemple, s'élève contre ces entreprises et ces investissements, la cause prend du poids.

Rosa Lima Peralta est responsable du dossier des actions urgentes au CDHAL. Elle a plus de 15 ans d'expérience de travail avec des organisations de défense des droits humains au Brésil, en particulier avec des peuples quilombolas et l'agriculture familiale agroécologique.

L'équipe des actions urgentes du CDHAL est composée de stagiaires et de militant·e·s qui réalisent un travail de veille et de communication des violations des droits humains en Amérique latine.

Notes

1 Slogan des femmes du MST

2 La recherche a été conduite par le Réseau brésilien de recherche en souveraineté et sécurité alimentaire et nutritionnelle (Réseau PENSSAN),

avec l'appui d'ActionAid, Fondation Friedrich Ebert Brésil, Institut Ibirapitanga et Oxfam Brésil. En ligne : <https://brasil.fes.de/detalhe/nao-desvie-o-olhar-olheparaafome>